

# Retour à la source:

## L'APPROVISIONNEMENT DES ZONES DE CONFLIT



Un officier de police inspecte une caisse de mortiers saisie auprès de groupes paramilitaires au nord de la Colombie en juillet 2000. L'arsenal était composé de fusils automatiques, mortiers, mitrailleuses et de près de 100 grenades.

© Luis Acosta/APPI/Getty Images

S'attaquer aux grands transferts internationaux vers les zones de conflit, portant sur des centaines d'armes ou des millions de munitions, est une des premières priorités du programme international de contrôle des armes légères. Ce chapitre se concentre sur le rôle des différentes sources d'approvisionnement dans un certain nombre de conflits internes, récents ou en cours, en Afrique, en Amérique du Sud, aux Antilles, en Asie Centrale et dans le Caucase.

Il met l'accent sur le fait que les sources sont variées et que faire le point sur les grands transferts internationaux

d'armes ne doit pas jeter le voile sur la nécessité d'étudier les autres sources d'approvisionnement, notamment d'un point de vue réglementaire. Il examine les divers moyens par lesquels les armes légères parviennent aux zones de conflit : la production intérieure (autorisée ou illicite); le vol, la fuite, la vente et d'autres pertes d'armes de stocks (la plupart du temps appartenant à un Etat) disponibles sur places; et les transferts de l'étranger (commerce légal de grande ou de petite envergure, "commerce de fourmi" illicite, ou trafic à grande échelle).

Les études de cas portent notamment sur la Colombie en Amérique du Sud et sur Haïti aux Antilles, sur le Libéria et le Mali en Afrique de l'Ouest, sur le Tadjikistan en Asie Centrale et sur la Géorgie dans le Caucase. Ces six conflits internes se distinguent les uns des autres sur le plan de leurs origines, de leur durée, de l'existence ou non d'un embargo sur les armes, du nombre de victimes, de réfugiés, et de personnes déplacées dans les limites des frontières de leur propre pays, et du nombre de combattants et de groupes belligérants. Les études de cas présentent ainsi un large éventail de situations de conflit. Cependant, comme ces conflits sont tous récents ou actuels, s'étalant du début des années 90 à nos jours, ils peuvent donner lieu à des comparaisons significatives. De plus, l'association de deux études de cas par région peut révéler si les combattants utilisent des réseaux de trafic international similaires, même si les situations de conflit ne sont pas les mêmes. L'échantillon permet donc de tirer des conclusions d'ordre général, quoique provisoire, sur la nature de l'approvisionnement en outils de guerre.

Les conclusions principales de ce chapitre sont les suivantes:

- Pendant la durée d'un conflit, les moyens d'approvisionnement en armes légères des gouvernements et des insurgés deviennent souvent plus sophistiqués, divers et enracinés.
- Les transferts vers les zones de conflit comprennent un important "commerce de fourmi", à savoir un écoulement restreint mais constant d'armes qui peut donner lieu au fil du temps à une accumulation d'envergure.
- Par le biais de la corruption, du vol, de la distribution gratuite, et de ventes, les stocks étatiques constituent une source importante d'armes légères dans presque toutes les zones de conflit. Dans certains conflits, ils constituent la principale source pour tous les combattants.
- Depuis les années 1990, des motifs économiques, y compris la cupidité, ont été mis en lumière comme constituant des facteurs essentiels du commerce des armes. Même dans l'ère postérieure à la fin de la guerre froide, les affiliations et les fidélités politiques restent importantes dans l'élucidation des schémas de transfert d'armes légères.

- Dans les conflits de longue durée dans lesquels les parties belligérantes disposent de ressources financières, la production locale peut être une source importante d'approvisionnement. Même si le cas est plus rare, cela peut également s'appliquer aux insurgés.
- Pour contenir le flot d'armes légères vers les zones de conflit, les problématiques du contrôle aux frontières et de la corruption doivent être ajoutés au programme international.

**Amérique du Sud et Antilles.** En Colombie, les combattants se sont appuyés sur la production nationale d'armes légères (d'une part, la production sous contrôle de l'Etat, et de l'autre, la production illicite, sophistiquée et bien organisée, des FARC), les stocks d'Etat, le commerce international autorisé, et les transactions internationales illicites (de petite échelle et les transactions "classiques" de plus grande ampleur impliquant des courtiers et de faux documents). La Colombie illustre la manière dont les sources d'approvisionnement en armes peuvent se diversifier au fil de la durée d'un conflit, parallèlement à l'enrichissement des combattants. Au contraire, les sources d'approvisionnement en armes légères en Haïti se sont moins diversifiées. On pense que les armes légères détenues par le gouvernement haïtien, ainsi que par les différents groupes armés actifs dans le pays, proviennent de l'ancienne armée haïtienne.

En dépit des différences qui existent entre les sources d'approvisionnement en armes en Colombie et en Haïti, des similitudes existent entre les deux situations. L'une est le rôle joué par le commerce de fourmi, et la seconde est le rôle involontaire joué par les Etats-Unis, qui sont devenus une source d'armes illicites expédiées, entre autres, par les diasporas colombienne et haïtienne.

**Afrique de l'Ouest.** Les sources d'approvisionnement en armes au Libéria sont souvent perçues comme représentatives de l'Afrique de l'Ouest. Pour les insurgés du Libéria, les stocks étatiques étaient d'une importance secondaire entre 2000 et 2003. Compte tenu des ressources considérables en diamants et en bois qui étaient en leur possession, ainsi que des appuis



Un soldat Tadjik, muni de son arme et de sa cartouchière, en décembre 1992.

politiques et militaires étrangers dont ils bénéficiaient, les insurgés libériens étaient en mesure d'organiser et d'acquérir d'importantes livraisons d'armes légères en provenance de l'étranger. Il en était de même pour le gouvernement du Libéria. Le cas du Mali, a contrario, révèle que la situation n'est pas uniforme. L'approvisionnement n'y a pas été influencé par le développement des marchés des armes dans l'ex-Union Soviétique et en Europe Centrale et de l'Est à partir du début des années 1990. Pour les groupes armés du Mali, qui manquaient de ressources financières et naturelles et d'appuis étrangers, le prélèvement sur les stocks étatiques étaient la source

essentielle d'approvisionnement en armes légères. L'Etat malien s'appuyait quant à lui sur les stocks accumulés avant la rébellion.

Une fois encore, la comparaison révèle que le temps peut être un facteur significatif pour la diversification des sources d'approvisionnement en armes. Les forces du président Charles Taylor et celles des rebelles avaient déjà combattu pendant sept ans lorsque le conflit a de nouveau éclaté en 2000, et elles pouvaient donc s'appuyer sur des réseaux de trafic préexistants. Ce n'était pas le cas des groupes maliens. Au fil de la durée de la rébellion malienne, les groupes d'insurgés et de militaires ont cependant progressivement également mis au point des méthodes de trafic sophistiquées, même si celles-ci ont emprunté des canaux différents et si cela n'a pas atteint la même échelle qu'au Libéria.

**Asie Centrale et Caucase.** Les moyens d'acquisition d'armes légères dans les guerres civiles du Tadjikistan et de Géorgie présentent des similitudes manifestes. Les stocks d'armes légères de l'ex-Union Soviétique ont été d'une importance primordiale dans les deux conflits, tandis que les productions intérieures étaient quasiment négligeables. Tous les types possibles de fuite des forces armées soviétiques ont eu lieu: vols, prises, ventes, dons. En général, les cadeaux étaient motivés par des raisons politiques. L'une des différences notables est que les approvisionnements internationaux ont joué un rôle beaucoup plus important au Tadjikistan qu'en Géorgie. Dans le conflit au Tadjikistan, l'opposition dépendait particulièrement d'approvisionnements en provenance d'autres Etats de la région ; dans la guerre civile en Géorgie, ce n'était pas le cas.

Les transferts vers les zones de conflit comprennent un important "commerce de fourmi", à savoir un écoulement restreint mais constant d'armes qui peut donner lieu au fil du temps à une accumulation d'envergure.

Pendant la durée d'un conflit, les moyens d'approvisionnement en armes légères des gouvernements et des insurgés deviennent souvent plus sophistiqués, divers et enracinés.